



Une institution
sans condition
Brève histoire
du Collège
international
de philosophie

Barbara Cassin
Julie Clarini
Michèle Gendreau-
Massaloux
Alain Patrick Olivier

Avant-Propos 7
Barbara Cassin, Michèle Gendreau-Massaloux

Le Collège international de philosophie,
une institution sans condition
Julie Clarini

Introduction 13

Le Collège avant le Collège 23

La fondation 49

Le Collège en trois mots 97

Conclusion 117

Postface: La philosophie du Collège
demain, hier, aujourd'hui 135
Alain Patrick Olivier

Annexes 155

Avant-Propos
Barbara Cassin,
Michèle Gendreau-Massaloux

À qui demande où se fait la philosophie aujourd'hui, il faut répondre: «Au CIPH», mais en ajoutant, «malgré». Malgré les difficultés institutionnelles qui depuis ses débuts l'ont situé en marge des critères qui régissent en France les recrutements universitaires et les allocations de recherche. Malgré son permanent état de crise, interne autant que liée à son rapport à ses partenaires ministériels. Malgré la timidité de sa stratégie de communication. Malgré son refus entêté de limiter son périmètre aux dimensions du territoire national, pourtant plus «bankable». Malgré l'inexistence d'une image fixe qui en donnerait une claire représentation. Malgré la difficulté d'en faire avec rigueur et sans passion l'histoire.

Car tous ces «malgré» ont, par la vertu du «collège», de l'«international» et de la «philosophie», une chance d'être des «grâce à». C'est grâce à son instable installation, grâce à la contradiction des désirs fondateurs, grâce à la mosaïque non dialectisable des programmes

qui le composent et des langues qui l'habitent, grâce à la diversité imprévisible mais choisie des femmes et des hommes qui le défendent et s'y abritent, grâce à la vitesse qui emporte ceux qui y tiennent séminaire et qui reviennent pourtant comme s'ils n'étaient jamais partis, que ce drôle d'éclair nous dure — un couteau sans lame auquel manque le manche.

L'étude et le récit de Julie Clarini remédient à cette encombrante difficulté d'en faire l'histoire. Elle n'élude ni les tensions, ni les fragilités, ni la ténacité des pères fondateurs et de tous leurs continueurs, fidèles comme non alignés. Elle rend justice à ces modestes découvreurs qui inquiètent, pensent et essaient au nom, par exemple, ou peut-être, du vrai et du juste, pour que nous en soyons éclairés, c'est-à-dire au moins un peu inquiétés. Un temps après l'autre, un moment politico-philosophique après l'autre, comme c'est difficile de continuer...

C'est pour que l'aventure du CIPH n'ait pas de fin qu'il faut lire et faire lire Julie Clarini.

Le Collège
international
de philosophie,
une institution
sans condition
Julie Clarini

Introduction

Une chose est sûre à propos de la réalité du Collège international de philosophie, c'est « qu'il est mieux qu'il existe plutôt que pas¹ ». Ainsi Alain Badiou avait-il formulé les choses il y a un quart de siècle, et c'est la durable certitude avec laquelle il nous faut commencer. Pour le reste, les choses se compliquent, en particulier quand il s'agit d'écrire l'histoire de ce qui s'est passé depuis sa création, en 1983. Barbara Cassin a raison de dire que le Collège est un Πάντα ῥεῖ, un « tout coule » au sens d'Héraclite, fait institution². Il existe une source quelque part, mais bien malin qui attrapera l'eau vive qui s'en échappe, dévalant les années en empruntant mille chemins et ne cessant encore aujourd'hui d'irriguer les champs de la pensée dans un filet mince mais étonnamment solide.

Il faut donc renoncer tout de suite à l'exhaustivité puisque de ce lieu, on n'écrira ni les annales ni la chronique. Le Collège international

de philosophie (CIPH) naît dans les derniers fracas d'un moment hautement politique de l'histoire intellectuelle française, ultime assaut avant l'accalmie qu'apporte le mitan des années 1980. Sa création sonne comme une tardive victoire, celle du long combat mené dans la décennie précédente pour faire advenir une autre manière de concevoir et d'enseigner la philosophie. Mais personne ne pense alors à brandir le Collège comme un trophée puisqu'il est établi dès l'origine qu'il ne doit appartenir ni à clan ni à une école. Selon la volonté des fondateurs, il est un lieu pour une autre façon de philosopher, ce qui est l'ouverture la plus large qu'on puisse imaginer.

Mais, pour l'instant, nous sommes en 1981, quelques mois après l'arrivée de la gauche au pouvoir. Le Parti socialiste a donné aux mondes intellectuel et enseignant plusieurs gages de sa sollicitude pendant la campagne électorale et il faut maintenant la traduire en actes. Parmi les nombreux projets qui irriguent la France pendant cette transition politique, plusieurs sont portés par des philosophes – ce qui n'a rien d'étonnant au regard de l'effervescence qui, depuis 1968, pour le dire vite, caractérise la réflexion sur la discipline. Les convictions non seulement quant au rôle et à la place de la philosophie dans l'enseignement, mais aussi quant à ce qui est proprement philosophique dans ce qu'on appelle « la philosophie », ont volé en éclats

sous les coups de boutoir de la pensée critique. Les philosophes cherchent un lieu où recevoir ce puissant mouvement d'interrogation et de questionnement que l'Université met toute son ardeur à ignorer. Le ministre de la Recherche et de la technologie, Jean-Pierre Chevènement, propose à quatre d'entre eux, François Châtelet, Jacques Derrida, Jean-Pierre Faye et Dominique Lecourt de concevoir eux-mêmes ce laboratoire. Ce sera, donc, un Collège international de philosophie.

Son principe premier sera de déroger à l'évidence de « la philosophie », catégorie qu'on met à l'épreuve en la frottant à d'autres disciplines, pratiques ou arts pour, comme la lampe à huile d'Aladin, en faire sortir le génie propre. D'où le titre du rapport rendu par les « quatre mousquetaires » (ainsi ironise Derrida vingt ans après³) au ministre: « sciences, interscience, arts ». Le Collège international de philosophie entend être un lieu de recherches transdisciplinaires – le terme n'est pas encore devenu un cliché – récusant une ancienne hiérarchie des savoirs qui plaçait la philosophie au sommet. Son centre est « le » philosophique, mais ce dernier jaillit autant du travail d'un poète ou d'un plasticien que des méditations solitaires d'un philosophe patenté. Il se peut même, comme l'a suggéré Gilles Deleuze, qu'il y ait du non-philosophique plus philosophique que la philosophie elle-même. « Fléchage et frayage », écrit Jacques

Derrida⁴, comme les deux directions du Collège dont les recherches se déploient en effet dans des champs extrêmement divers : les arts et la médecine, les sciences dures et le langage, l'architecture et la littérature, la psychanalyse et les nouvelles technologies. Le Collège est un lieu de traduction, de passage entre des concepts empruntés à des langues et des mondes différents. À mille lieux du cloisonnement académique, il ignore les frontières, s'étend sur des terres inconnues, trace des sillons pour reconfigurer le champ du pensable.

Ainsi, son centre est partout et sa circonférence nulle part. Aujourd'hui encore, les séminaires du CIPH sont foisonnants et inclassables – espaces de réflexion au croisement des disciplines. Originalité remarquable car la vogue de l'interdisciplinarité n'a pas profondément modifié les grandes catégories – il faut toujours, à la faculté, choisir d'enseigner « en » philosophie ou « en » littérature, « en » biologie ou « en » droit. C'est donc d'abord un art de l'interstice qui se pratique au Collège – un art de l'*intersection*.

Se bâtir dans les vides et les combles, c'est évidemment une façon de refuser l'établissement. La seconde originalité du CIPH est d'avoir choisi des structures de fonctionnement très légères – une sorte de simplicité idéale, utopique même : il est dirigé par l'assemblée de ses membres, une cinquantaine en tout. En est membre toute personne qui a été élue sur projet

pour prendre la charge d'un programme de recherches. Aucun séminaire – baptisé « direction de programme » – ne pouvant durer plus de six ans, l'assemblée se renouvelle sans cesse : « l'une de ses beautés est d'avoir la mémoire courte », dira l'un de ses présidents, Mathieu Potte-Bonneville⁵. Et le Collège perdure à travers ces changements aussi réguliers qu'implacables, il se réinvente au fil des recrutements, continuant à être lui-même chaque fois différemment. Sa pérennité n'est assurée par rien d'autre que la discussion et le vote mené dans la stricte égalité. Même le président, un *primus inter pares* élu par l'assemblée, ne peut le rester plus de trois ans. La règle s'est appliquée strictement, y compris aux plus illustres : Jacques Derrida, Jean-François Lyotard, Miguel Abensour, Philippe Lacoue-Labarthe, Michel Deguy, François Jullien, Jean-Claude Milner...

Ni champ de compétences défini, ni pensée de la permanence – ou, au bas mot, pensée paradoxale de la continuité –, mais quelle est donc cette institution de recherche qui en refuse les attributs ordinaires ? Une invention de philosophes, bien entendu. Dont l'originalité saute aux yeux. Quand Alain Badiou écrit, donc, en 1990, que « le Collège est une de ces réalités, pas si nombreuses après tout, dont on se dit qu'il est mieux qu'elle existe, plutôt que pas⁶ », il y est Directeur de programme. Le Collège vient de jouer son existence dans une crise qui le

concerne au premier chef, voire dont il est le déclencheur. On pourra prendre connaissance des détails de ce qui a tourné à la confrontation entre Alain Badiou et Jacques Derrida à l'occasion du colloque «Lacan avec les philosophes⁷», les actes ayant été publiés avec l'intégralité des correspondances échangées⁸. Ce qui nous importe pour l'instant, c'est que le colloque fut, de mémoire de ceux qui y ont assisté, un haut moment de la vie intellectuelle française : René Major était parvenu à convaincre de grands noms de la philosophie et de la psychanalyse d'y participer (Balibar, Borch-Jacobsen, Granel, Loraux, Macherey, Milner, Nancy, Roudinesco...). Et c'est justement à ce moment-là que le caractère volcanique du Collège a pris des dimensions jamais atteintes, jusqu'aux menaces de démission y compris de son président (Philippe Lacoue-Labarthe). La qualité intellectuelle la plus élevée, la réussite savante du Collège, sont allées de pair avec la levée de tumultes et la résurgence de conflits. On peut interpréter l'épisode – épique – comme la preuve de la centralité de l'institution sur la scène intellectuelle de ces années-là. On peut aussi constater que ses structures, comme des voiles légères, lui ont permis d'affronter la tempête. Car finalement l'extrême souplesse de son armature a assuré au Collège, au fil des années et des crises, une étonnante pérennité. «On pourrait dire de façon phénoménologique

que ce qui paraît faire le défaut du Collège, remarquera Miguel Abensour, en 1998, sa fragilité ou sa précarité, c'est cela même qui fait l'essence du Collège⁹. » Il ploie mais ne rompt pas. Une belle invention de philosophes.

Toujours est-il que ni la dispersion thématique qui est sa marque, ni l'inflammabilité qui en fait le tempérament, ne promettent une histoire institutionnelle bien tranquille, facile à dérouler. Au moment des vingt ans du Collège, Jacques Derrida le comparait à un passage : il était évident dès l'origine, rappelait-il, que les membres « ne feraient que passer, au sens du passeur qui s'efface dans sa recherche et son enseignement (scientifique, philosophique, artistique ou littéraire) comme au sens du passant qui, entré sans titre dans un séminaire, y garde le droit à la parole et à la critique¹⁰ ». Un lieu de passeurs et de passants, soit. Mais que s'y est-il *passé*? À l'exception d'une ou deux pages légendaires – ce colloque Lacan ou celui sur Canguilhem¹¹ où le grand maître, refusant de venir, aurait envoyé ses « espions » – la mémoire du Collège est éparse, fragmentaire. D'un ancien membre, vous obtiendrez un récit de séminaire, de telle autre la mention d'un colloque, d'une empoignade ou l'évocation d'un ébouriffant moment de débat – mais ce ne seront que réminiscences singulières, souvenirs personnels. «Ce perspectivisme, dira Derrida, est en quelque sorte constitutif du Collège¹².»

Il reste à parler d'une notion centrale. Celle des amis. On est un ami du Collège ou on ne l'est pas. À notre connaissance, il n'existe pas d'autres établissements de recherche qui génèrent ce genre de syntagme : « c'est/ce n'est pas un ami », pas d'autres centres intellectuels à même de départager ceux qui évoluent sur la scène intellectuelle française et internationale en fonction d'un lien supputé ou absent. On entend dans cette proposition le son des batailles qu'il a fallu mener pour fonder le CIPH, on perçoit le souffle de l'hostilité contre laquelle il a fallu, dans les premières années, avancer. On soupçonne aussi un rapport à l'héritage. Les conditions de sa naissance, peut-être sa grande liberté, ont agacé certains, d'autres l'ont associé définitivement à une certaine philosophie continentale qui leur était odieuse (à tort car il y a longtemps que l'accueil d'autres traditions a caractérisé le CIPH). Legs politique ou corpus philosophique, ou les deux, c'est toujours un engagement fort que suscite l'institution. Par le fait même de ce partage entre amis et ennemis, une communauté se dessine, une communauté aux frontières flottantes qui n'a pas besoin de se justifier, qui semble, pour ceux qui en sont, de l'ordre de l'évidence et que pourtant personne ne pourrait traduire en une liste de critères. « C'est une alliance, décrit Hélène Cixous, c'est une alliance qui, à ce titre, fait du bien symboliquement, ce n'est pas autre chose que ça¹³. »

Une chose, une seule, se retrouve dans les discours que tiennent sur le Collège les fidèles et les familiers. Tous citent sans exception le « Rapport bleu ». C'est la source. Celle, pour revenir à notre image, dont sourd le CIPH, où il puise son identité comme sa raison d'être. De ce rapport remis à Jean-Pierre Chevènement en septembre 1982 – et doté d'une couverture bleue –, le Collège d'aujourd'hui découle encore. Plus qu'un projet de fonctionnement, plus que la projection d'un établissement à venir, il expose l'ambition qui le sous-tend, l'écart dans lequel on souhaitait le voir naître, écart par rapport à l'institution, par rapport aux savoirs, par rapport à la philosophie elle-même. Quand le voici publié des années plus tard, en 1998, aux Presses universitaires de France, il est bien pris soin de le sous-titrer : « Les sources historiques et théoriques du CIPH. »¹⁴ Ainsi la particularité du Collège, c'est que pour pallier sa dispersion volontaire, théorisée comme l'exploration d'un « ailleurs » par essence foisonnant, on revient toujours au moment de sa fondation. Comme dans l'épopée, c'est elle qu'on chante. Peut-être faudrait-il le dire ainsi : le Collège n'a pas d'histoire mais il a des commencements. On fera ainsi l'histoire de ses prémisses, de sa création, puis celle de sa promesse et donc de son avenir – car c'est « toujours plus tard et après coup qu'on saura si le Collège a été en vérité fondé¹⁵ » disait Derrida.

Si la philosophie a en effet une fonction “irremplaçable”, est-ce parce que rien ne pourrait la remplacer en cas de décès? Je crois plutôt qu’elle se remplace toujours: telle serait plutôt la forme de son irremplaçabilité. C’est pourquoi le combat n’est jamais simplement pour ou contre la philosophie, la vie ou la mort, la présence ou l’absence, dans l’enseignement, de la philosophie, mais entre des forces et leurs instances philosophiques, au dedans et au dehors de l’institution scolaire¹⁶.

Jacques Derrida

Nous sommes dans les années 1970. Il faut se représenter mentalement ces années un peu particulières qui séparent la France de Charles de Gaulle de celle de François Mitterrand. L’atmosphère est encore empreinte de l’émotion des luttes de mai 1968, le bouillonnement

culturel est sans pareil : des revues se créent, la presse alternative prolifère, l'édition joue un rôle critique, les revues se multiplient. Dans la rue, le gauchisme domine encore⁴⁷. Les liens qui se sont noués dans les combats ont façonné les groupes d'amis. On lit Sartre et Lévi-Strauss, mais aussi Althusser, Lacan, Foucault, Deleuze, et déjà Derrida et Lyotard. Depuis 1945, la philosophie française ne cesse de se renouveler, toujours plus passionnante, souvent plus politique aussi.

C'est dans ce contexte qu'un groupe d'étudiants et de professeurs de philosophie se réunit rue d'Ulm, au siège de l'École normale supérieure, en avril 1974. La situation ne peut plus durer. Malgré l'effervescence intellectuelle qu'elle peut constater dans les librairies, dans les discussions, dans les séminaires hors de ses murs, l'Université, drapée dans son conservatisme, reste impassible. Les départements de philosophie maintiennent – hormis à la faculté de Vincennes, on y reviendra – un enseignement fondé sur l'histoire, laissant à la porte une philosophie vivante, critique et indocile, en refusant parfois même d'intégrer ceux qui en passent pour les représentants. À cela s'ajoute une conjecture qui ne peut qu'inquiéter : au printemps 1973, seuls 4 pour cent des candidats qui présentent le concours du CAPES sont reçus – réduction stupéfiante, évaluée à 75 pour cent par rapport à l'année précédente.

Autre signal : en mars de l'année suivante, le rapport du jury demande un retour aux normes « académiques » dans les copies de concours. Ces lignes sonnent comme un rappel à l'ordre. Fin de l'audace et des pas-de-côté, on exige des futurs professeurs qu'ils s'en tiennent à une philosophie académique et compassée.

La rareté des postes conjuguée avec l'exigence d'une pratique de la philosophie canonique paraît d'autant plus insupportable que les étudiants, nombreux, sont marqués par les remises en cause intellectuelles et politiques de l'après 1968.

Le pouvoir est plus soupçonné que jamais de vouloir subjuguier l'enseignement aux besoins du marché capitaliste et d'en affaiblir la dimension critique, voire d'étouffer la philosophie en restreignant autant que faire se peut sa pratique universitaire. Questionnant, plus fortement que jamais, leur rôle en tant que futurs enseignants, ces jeunes philosophes cherchent à faire la lumière sur les présupposés idéologiques qui sous-tendent leur discipline, sur le rôle pernicieux de la « classe de philosophie », sur les conditions d'avènement d'une autre pratique réellement émancipatrice. Patrice Vermeren, alors jeune professeur à l'École normale, rappelle que « (s) a génération de professeurs de philosophie n'a jamais vécu dans l'évidence son rapport à l'exercice de la réflexion ni à la pratique de l'enseignement. Partagée dès ses premiers pas

entre science et révolte, elle a toujours revendiqué une impureté nécessaire de la philosophie¹⁸». Cet écartèlement est à l'origine des premiers remous dont la réunion d'avril 1974 peut être perçue comme un moment-clef.

L'initiative en revient à Roland Brunet, professeur dans le secondaire, et à Jacques Derrida qui est alors répétiteur à l'École normale supérieure. Toujours sans affectation universitaire, Derrida, qui fréquente les jeunes normaliens, est particulièrement sensibilisé aux questions d'enseignement et de concours. Les premiers échanges lors de cette réunion sont fructueux et débouchent sur la rédaction d'un « avant-projet pour la constitution d'un groupe de recherches sur l'enseignement de la philosophie¹⁹ ». Emblématiques de la double préoccupation qui habite les jeunes philosophes, les champs de questionnement tiennent autant au lien de la philosophie à l'enseignement (« Qu'est-ce qu'enseigner pour la philosophie ? Qu'est-ce qu'enseigner la philosophie ? ») qu'à l'inscription de cet enseignement dans le champ politique et social (« Quelle est la "logique générale" et quels sont les modes spécifiques de cette inscription ? de sa normativité normalisante et de sa normativité normalisée ? »).

Dès l'avant-propos, le texte affirme son intention de ne pas sombrer dans de grands discours généraux et met en garde contre la propension à reconduire de vieux débats sur

la doctrinalité ou « crise de la philosophie ». Il n'est pas question de laisser la charge critique de ces premiers débats s'éteindre. La réussite du Groupe de Recherches sur l'Enseignement de la Philosophie (GREPH) se mesurera à sa capacité de se maintenir au cœur des enjeux qui l'ont fait naître : « le GREPH devrait surtout participer à l'analytique transformatrice d'une situation "présente", s'y interrogeant, s'y analysant et déplaçant lui-même depuis ce qui, dans cette "situation", le rend possible et nécessaire²⁰. » Cette visée du « ici-maintenant », qui est essentielle pour comprendre l'originalité des aspirations, implique un programme de recherches qu'on pourrait dire « appliquées » : il inclut les programmes d'examens et de concours, la forme de leurs épreuves, les jurys et l'inspection générale, les formes d'appréciation ou de sanction (la notation, le classement, etc.)

Les premières contributions sont adressées au secrétariat de Jacques Derrida, qui, comme le dira Vladimir Jankélévitch, sympathisant des combats menés au GREPH, en est « l'âme ». Preuve qu'il répond à un sentiment de malaise largement partagé, le mouvement, dont les statuts sont déposés en janvier 1975, compte, dans les dix-huit mois qui suivent, six cents membres (sur un total de 2000 professeurs de philosophie, secondaire et supérieur confondus²¹). Ce succès croissant s'explique aussi par la nouvelle donne : à l'automne 1974, le ministre de l'Éducation

nationale du gouvernement de Valéry Giscard d'Estaing, René Haby, a fait connaître les grandes lignes de son projet de refonte de l'enseignement secondaire. Ce n'est pas seulement la création d'un « collège unique » qui est prévue, mais aussi une transformation substantielle de l'organisation des filières au lycée. Dans ce nouveau cadre (du moins dans ce que peut en savoir la presse), une partie de l'enseignement en classe de terminale deviendrait optionnelle. Au nombre des disciplines dorénavant « à choisir » : la philosophie. Ses trois à huit heures hebdomadaires (selon les filières) laisseraient place, certes, à trois heures en classe de première, mais la suite serait facultative. C'est l'assurance qu'elle devienne une pratique élitiste, réservée aux lycéens privilégiés se destinant à des carrières intellectuelles, alors qu'elle était obligatoire dans les établissements publics d'enseignement général et technologique. Cette attaque contre la « classe de philosophie » (qui a perdu son nom lors de la réforme Fouchet de 1965 pour devenir la « série A » du baccalauréat) suscite une fronde immédiate. Sans le vouloir, le ministre Haby nourrit l'élan du GREPH, à peine quelques mois après sa création. On se presse à l'« A.G. » du 15 janvier 1975 qui dépose officiellement les statuts de l'association.

Consterné comme bien d'autres par ces annonces, Jacques Derrida répond par voie de presse. Dans *Le Monde de l'éducation*

de mars 1975, il engage le combat sur un terrain immédiatement politique :

« Dans les lycées, à l'âge où l'on commence à voter, la classe de philosophie n'est-elle pas, à telle exception près, le seul lieu où, par exemple, les textes de la modernité théorique, ceux du marxisme et de la psychanalyse en particulier, aient quelque chance de donner lieu à lecture et interprétation ? Et il n'y a rien de fortuit à ce que la pression du pouvoir n'ait cessé de s'accroître contre cette classe, certains de ses enseignants et de ses élèves, depuis 1968 et les "contestations" qui se sont développées dans les lycées²². »

Le GREPH signe collectivement une « Prise de position » contre la réforme qui recueille 1300 signatures. Les intentions du gouvernement paraissent éminemment claires. Sous couvert de « modernisation » – le mot est mis à toutes les sauces –, la normalisation est à l'œuvre.

Mais le GREPH peut-il défendre l'enseignement de la philosophie tel qu'il existe sans se renier ? La réponse est non, bien entendu. En aucun cas, on ne souhaite s'aligner sur les positions de l'association des professeurs de philosophie de l'enseignement public (APPEP) qui s'est insurgée elle aussi contre les annonces du gouvernement mais plaide pour le *statu quo*.

L'idée de conserver à la philosophie la position de « discipline-reine », venant couronner la fin d'études secondaires, lui est étrangère: le GREPH refuse absolument les conceptions sacralisantes d'une philosophie « couronnée et couronnante de tous les savoirs²³ ». Si de facto, dans l'opposition à la réforme Haby, se dessine un front commun, les ressorts de la mobilisation ne sont pas les mêmes.

D'ailleurs, au GREPH, on ne se satisfait pas du simple maintien de la classe de philosophie. On rêve de plus et d'autrement. On ne parle jamais d'« enseignement de la philosophie » mais d'« enseignement philosophique », laissant percevoir la mise à distance de la souveraineté disciplinaire. En même temps que le rôle, c'est la place même de la discipline dans le cursus scolaire qu'il faut repenser: pourquoi la philosophie n'est-elle pas au programme dès le plus jeune âge? Le combat du GREPH est ainsi à double ressort, qui mêle la défense de la philosophie en classe de terminale (mais en l'élargissant aux niveaux précédents) à la critique de son mode d'enseignement actuel. Pour se distinguer des réactions jugées conservatrices, un nouveau point est ajouté au programme de recherche: on devra mener à son terme « une interrogation sur le discours de la défense de la philosophie²⁴ ».

Jacques Derrida amorce, au moment de la naissance du GREPH, et après quinze ans de pratique enseignante, une réflexion sur l'institution philosophique. Comme il l'écrit dans

« Où commence et comment finit un corps enseignant », une conférence qu'il prononce en 1975, « il est ainsi dès longtemps nécessaire (cohérent et programmé) que la déconstruction ne se limite pas au contenu conceptuel de la pédagogie philosophique, mais s'en prenne à la scène philosophique, à toutes ses normes et formes institutionnelles comme à tout ce qui les rend possibles²⁵ ». Cette ambition nouvelle chez le philosophe, « déconstruire la scène philosophique », se dissémine dans des conférences, mais aussi des textes d'interventions pour le GREPH ou des rapports (dont celui, on le verra, relatif à la création du Collège international de philosophie). Derrida les rassemblera en 1990 dans *Du Droit à la philosophie*. Tout au long de la séquence, il reviendra sur la nécessité de tenir bon en conservant les deux exigences:

« Une déconstruction rigoureuse et efficiente devrait à la fois développer la critique (pratique) de l'institution philosophique actuelle *et* engager une transformation positive, affirmative plutôt, audacieuse, extensive et intensive, d'un enseignement dit "philosophique"²⁶. »

La déconstruction ne doit ni s'associer à une liquidation de la philosophie, ni s'accrocher à la « défense-de-la-philosophie²⁷ ». Ce que Derrida formule encore autrement:

« Abandonner le terrain sous prétexte qu'on ne peut plus défendre la vieille machine (et qu'on a même contribué à la disloquer), ce serait donc ne rien comprendre à la stratégie déconstructrice ». Mener dûment le combat, donc.

Dans l'entretien sus-cité, donné au *Monde de l'éducation*, Derrida précise que la défense de la classe de terminale n'a de sens que si elle implique l'élargissement même de la philosophie à un plus large public scolaire :

« Se limiter à défendre la classe de philosophie, ce serait donc tenter de maintenir un très vieux verrou psychologique, sexuel, sociopolitique. Une transformation familiale, sociale, politique et, corrélativement, une transformation de l'école, depuis la "maternelle", devraient au contraire ouvrir, longtemps avant ce qu'on appelle l'adolescence, à la compréhension et à la pratique de la philosophie. Une telle transformation passera par des luttes : à l'intérieur et à l'extérieur du champ pédagogique, dans et hors la philosophie. Elle ne touchera pas seulement à des formes d'organisation mais à des contenus. Elle produira entre eux de nouveaux rapports : à l'intérieur de la philosophie, entre la philosophie et les autres disciplines²⁸. »

On perçoit, emblématiquement, dans les deux dernières phrases de cette citation, l'esquisse du Collège international de philosophie : l'ambition d'une philosophie qui se porte et se pratique aux confins, nouant de nouveaux « rapports » à elle-même et aux autres.

La volonté d'ouvrir l'enseignement de la philosophie à un public scolaire plus large que les classes de terminale sera l'emblème de cette exigence, et l'un des points soutenus avec le plus d'opiniâtreté par Jacques Derrida et le GREPH. C'est dans cette période de forte agitation et cogitation collective que se forment des amitiés ou des liens qu'on verra ressurgir dans l'élan de la création du Collège. Si Roland Brunet, professeur au lycée Voltaire et co-fondateur du GREPH, n'est pas, à notre connaissance, de l'aventure du Collège, on trouve Élisabeth de Fontenay, Sarah Kofman, Marie-Louise Mallet, Michèle Le Dœuff, Jean-Luc Nancy, Bernard Pautrat, Sylviane Agacinski, Jean-Jacques Rosat, ... Quinze ans plus tard, Élisabeth de Fontenay atteste, lors d'une table ronde, de la grande continuité qui relie le Collège à l'esprit qui souffle au GREPH :

« J'ai immédiatement été séduite par l'impression que donnait le Collège que c'était quelque chose de 68 qui se continuait et continuait le GREPH, lequel était lui-même directement issu de 68²⁹. »

Du reste, les quelques textes publiés par le GREPH dans *Qui a peur de la philosophie?* ne restituent qu'une partie de la réflexion que mènent avec ardeur les professeurs et aspirants professeurs en ces années. Publications éphémères, tracts, bulletins ronéotypés, feuilles associatives fleurissent partout. La revue *Le Doctrinal de Sapience*, par exemple, sous-titrée *Cahiers d'enseignements de philosophie et d'histoire* consacre son premier numéro, paru en décembre 1975, à l'« Enseignement de la philosophie » et propose de nombreuses contributions, dont les signataires se retrouveront plus tard aux débuts du CIPH : Stéphane Douailler, Jean Borreil, Geneviève Fraisse, Patrice Vermeren ou Jacques Rancière.

« Les questions que nous voulons poser, y lit-on, sont celles-ci : qui sommes-nous ? qu'enseignons-nous ? comment et à qui ? qui servons-nous ? Nous : des professeurs de philosophie et d'histoire de lycées, d'écoles normales, de collèges³⁰. »

Il y a là, dans ce vivier d'intelligence indisciplinée – dans tous les sens du terme donc –, les ferments de cette institution intranquille que sera le Collège.

Mais dans cette enquête sur les origines, il faut évidemment revenir aussi à l'événement fondateur des 16 et 17 juin 1979, dans le grand

amphithéâtre de la Sorbonne. S'y tiennent les États-généraux de la philosophie. Le GREPH en est en partie à l'initiative même si l'alliance est plus large et le retentissement inespéré. L'ambiance rappelle à ceux qui les ont connues les grandes heures de 1968. 1200 personnes se pressent pour écouter Vladimir Jankélévitch ouvrir la séance avec ces mots :

« L'heure n'est plus aux discussions académiques quand c'est la raison d'être de la philosophie qui est en question... Il ne s'agit plus d'un débat mais d'un combat... Et après tout, se battre pour la philosophie, n'est-ce pas encore philosopher ? Car tel est le paradoxe de l'exercice philosophique. On ne peut ici séparer le discours de l'acte militant³¹. »

Le projet de rassemblement, dont les initiateurs ignoraient qu'il aurait un tel succès et ne pouvait sans doute pas même l'espérer, est né du sentiment d'exaspération et d'accablement suscité par la permanence de la situation. Certes le gouvernement a retardé son projet de suppression de la philosophie en classe de terminale mais sans l'abandonner complètement. Aucune autre revendication n'a porté.

Roland Brunet, déjà à l'initiative du GREPH, pilote ce nouveau pari « d'engager plus, mieux et autre chose » : en mars 1979, il lance un Appel

à la réunion des États-généraux porté par la signature de vingt et un philosophes, et non des moindres: François Châtelet, Gilles Deleuze, Jean-Toussaint Desanti, Élisabeth de Fontenay, Vladimir Jankélévitch, Philippe Lacoue-Labarthe, Paul Ricoeur, Jean-Luc Nancy...

Jacques Derrida est à nouveau très mobilisé. Il est le deuxième à prendre la parole ce 16 juin. Parmi l'assistance et dans les groupes de travail, se croisent philosophes et non-philosophes, étudiants, professeurs du secondaire et du supérieur, parisiens de passage. On y entend des personnalités aussi différentes qu'Étienne Borne, André Mandouze, Nicos Poulantzas. Une jeune génération prend aussi la parole, celle de Christine Buci-Glucksmann, Sylviane Agacinski, Régis Debray et Sarah Kofman (les trois premiers seront directeurs de programme au CIPH). Les participants savent qu'ils vivent un moment historique. Pour ceux qui seront ensuite partie prenante du Collège, ce qui se passe vaut répétition générale: des philosophes qui n'ont aucune proximité dans leurs travaux, qui étudient et pensent parfois à l'opposé, font le choix de s'allier. Cette union préfigure celle qui rendra possible (et si singulière) la fondation du Collège.

Pour des États généraux de la philosophie

L'exigence philosophique ne s'est jamais affirmée avec autant de vie, de jeunesse et de diversité. Elle est en mouvement et partout elle donne du mouvement, dans ce pays mais aussi, comme l'ont rappelé de récents débats d'orientation 37 à l'UNESCO, dans le monde entier. Que nous soyons ou non philosophes de profession, nous pouvons en témoigner et y reconnaître une nécessité vitale. Cette poussée est proprement débordante: elle se manifeste en effet à travers des formes nouvelles, par-delà les cloisons institutionnelles et les critères académiques, dans des milieux sociaux et à des âges qu'on en tenait jusqu'ici écartés. La démonstration en éclate partout, à l'école et dans l'université, dans les enseignements les plus divers (techniques, littéraires, scientifiques, juridiques, médicaux, etc.), mais aussi, quotidiennement, dans la vie de l'édition, dans la presse, à la radio et à la télévision, dans toutes les pratiques artistiques, dans le débat sur les orientations fondamentales de la société, etc. Ce n'est pas seulement à la tradition philosophique mais aux recherches les plus inédites et les plus risquées qu'on demande partout d'intervenir, de renouveler les langages de l'analyse et de la critique ou d'ouvrir de nouvelles voies de réflexion. Et ceux qui s'y engagent sont de plus en plus nombreux, quand même ils ne font pas profession de philosophie.

Or entre cet essor extraordinaire et la politique officielle de l'éducation, le contraste est effrayant. Le gouvernement continue de mettre en place des dispositifs qui condamneraient implacablement l'enseignement et la recherche philosophiques. Dès maintenant c'est le repli

et l'atrophie. Demain, si nous laissons faire, ce serait à peu près la mort. Mais nous ne laisserons pas faire. La gravité de l'enjeu ne se limite plus, bien entendu, à un ordre de recherche et d'enseignement, à ce qu'on considère comme le corps d'une discipline, avec ses compétences, ses normes, sa 38 profession et ses institutions. Il y va aussi de tout le système d'éducation et donc, plus largement, de tout ce qu'une société attend de l'enseignement et de la recherche qu'elle se donne. Nous pouvons, les uns et les autres, interpréter de différentes manières les offensives contre la philosophie mais nous savons qu'elles ont toujours eu les visées et les effets politiques les plus néfastes. Dans le contexte singulier où elles se développent aujourd'hui en France, elles doivent sans doute donner lieu à de nouvelles analyses et à de nouvelles formes de riposte. Elles le doivent d'urgence car la volonté de liquidation n'a jamais été si pressante, souvent arrogante, cynique, obscurantiste.

C'est pourquoi nous appelons tous ceux qui partagent nos inquiétudes, notre colère et notre espoir à se réunir en États Généraux de la Philosophie, à partir du 16 juin 1979. Qu'on nous entende bien : il ne s'agira pas seulement de mettre en tableau les données ou les perspectives sinistres de la politique officielle (on lira pour s'informer à cet égard «Un tableau noir», document que nous joignons à cet appel). Il ne s'agira pas seulement d'un procès, d'une riposte ou d'un sursaut pour assurer les conditions immédiates d'une survie de la philosophie (autres propositions jointes à cet appel : nos revendications minimales «Pour commencer»). Pour la philosophie, dans l'enseignement et hors de l'enseignement, nous voulons engager plus, mieux et autre chose³².

Autre lieu majeur dans cette enquête sur les prémisses : le Centre expérimental de Vincennes. Son étonnante aventure se clôt par le déménagement dans les locaux de Saint-Denis en 1980, soit trois ans avant la création du Collège International de philosophie. Quels liens entre les deux ? Des noms d'abord, comme ceux de François Châtelet, Jean-François Lyotard, Hélène Cixous, Michel Deguy, pour ne citer que les plus connus. Une certaine façon, ensuite, de concevoir l'enseignement philosophique. Et plus encore : l'envie d'ouvrir la philosophie à tous, en ignorant les diplômes et les compétences labellisées.

Le Centre expérimental naît directement des événements de mai 1968 et du constat d'obsolescence de l'Université française : les enseignements sont jugés archaïques, les cloisonnements disciplinaires d'un autre âge, les programmes et les contenus immuables. Peu désireux de se lancer dans un immense chantier de refondation, le ministre Edgar Faure, qui est en train d'écrire sa loi d'orientation sur l'enseignement supérieur, fait une exception et se laisse séduire par le projet du vice-doyen de la Sorbonne, Raymond Las Vergnas, qui l'a élaboré avec une jeune enseignante, Hélène Cixous, venue lui asséner, quelque temps auparavant, que l'université était devenue un « lieu criminel à l'égard de l'esprit³³ ». Leurs idées, aussi simples que subversives, se déclinent en

quelques points forts : fonder une université sur le principe de la participation de tous, à tous les niveaux ; en personnaliser les parcours ; l'ouvrir aux non-bacheliers ; y recruter des professeurs « pour leur seule éminence dans un domaine défini³⁴ ». Le lieu est déjà trouvé : l'ancien terrain militaire de Vincennes. Les locaux, ouverts en décembre 1969, des préfabriqués éblouissants de modernité *high tech*, selon l'idée qu'on se fait alors d'un lieu d'excellence, sont immédiatement transformés en nouvelle base contestataire. L'ambiance qui y règne est restée mythique : inscriptions sur les murs et sur les portes des bureaux, affiches collées partout, sols jonchés de tracts, sono « sous contrôle populaire » et odeurs de merguez... « Vincennes est le seul endroit où il semble que Mai 68 n'ait pas connu de fin », écrivent Hervé Hamon et Patrick Rotman dans *Génération*³⁵.

C'est dans cette atmosphère singulière que l'avant-garde de la philosophie, de la linguistique, des mathématiques va venir enseigner pendant quelques années. Hélène Cixous, qui a toute la confiance de Las Vergnas et dont le complice n'est autre que Jacques Derrida, joue un rôle important dans le recrutement, soutenue par une commission ad hoc qui comporte une vingtaine de membres et compte, comme philosophes – outre Derrida donc – Georges Canguilhem et Vladimir Jankélévitch. C'est Michel Foucault qui est désigné pour prendre

la tête du département de philosophie³⁶. L'auteur de *L'histoire de la Folie à l'âge classique* s'emploie à son tour à recruter ceux qui lui paraissent les plus doués : Gilles Deleuze (arrivé en 1970), Michel Serres (qui ne restera qu'un an), Alain Badiou, Jacques Rancière, Étienne Balibar... mais aussi François Châtelet, futur fondateur du Collège international de philosophie, et Jean-François Lyotard, qui en sera un père caché.

Hautement politique, le département de philosophie est à Vincennes l'un des plus remuants, notamment sous l'influence des maoïstes qui chahutent les cours et prennent à partie certains professeurs. Grèves et occupations se multiplient.

En janvier 1970, considérant que la teneur des enseignements relevait plus du « marxisme-léninisme » que de la philosophie, le Ministre de l'Éducation nationale retire au département l'habilitation nationale de ses diplômés. Michel Foucault réplique en faisant savoir dans *Le Monde* que « la philosophie ne doit pas consister simplement en un commentaire de textes “canoniques et scolastiques”³⁷ », mais être « une réflexion sur le monde contemporain, donc nécessairement sur la politique ».

Le questionnement sur le rôle de l'enseignement philosophique a donc trouvé un terreau fertile. L'expérience de Vincennes est déterminante pour nombre de philosophes qui aspirent

à de profonds changements. Sans surprise, des relations se tissent à partir de 1975 avec les membres du GREPH. Mais c'est surtout François Châtelet qui fait le lien entre ce lieu d'intense bouillonnement intellectuel et le futur Collège. En 1970 il prend la tête du département, après le départ de Michel Foucault pour le Collège de France. Il apparaît comme le seul qui puisse tenir la barre de ce navire à la folle réputation, bien qu'il passe, aux yeux des jeunes maoïstes pour un membre du «clan de savoir» – ce qui n'est pas un compliment à l'époque! Les intitulés de ses cours restent en effet classiques («La pensée politique grecque», «L'identité et la contradiction dans la philosophie grecque») mais il s'intéresse aussi au «Fonctionnement idéologique de l'enseignement de la philosophie». Pour preuve, un pamphlet qu'il signe dans ces années-là moque *la philosophie des professeurs*³⁸. Il y dénonce vigoureusement l'idéologie de ce qu'il appelle la «P.S.U.», la «philosophie scolaire et universitaire». Pour ce «bagarreur souriant et ironique, militant de la philosophie», comme le décrit Christian Descamps³⁹, prendre parti participe du travail de pensée. Vincennes est le lieu idoine pour engager une autre façon de pratiquer son art. Dans *Vincennes ou le désir d'apprendre*, un recueil de textes écrits et parus en 1979, François Châtelet insiste sur la «disparité» des étudiants qu'il a rencontrés dans ses cours et surtout sur celle de leurs attentes, selon leurs expériences

sociales, formations, compétences ou nationalités. Cette hétérogénéité permet de transformer le rendez-vous hebdomadaire, délivré du poids de l'examen, en une rencontre fructueuse :

« Nous nous rencontrons pour faire de la philosophie, c'est-à-dire pour nous mettre dans la disposition d'acquérir ensemble des connaissances, celles qui ont été proposées dans des livres, jadis, naguère et aujourd'hui, celles qui résultent de la réflexion de chacun sur ces livres, sur son expérience – du métier, du militantisme, de la vie, comme on dit ». La «non-hiérarchie» est pour lui très importante, comme pour Jean-François Lyotard qui insistera plus tard sur la présence à ses cours à Vincennes «d'étudiants avancés, de novices, d'étrangers, de gens engagés dans les professions les plus diverses⁴⁰.»

Pour ces deux philosophes, Vincennes rappelle que la discipline ne vise jamais, par essence, un destinataire institué. Comme l'explique Lyotard, l'organisation d'un cursus universitaire en philosophie a été refusé à Paris VIII : « parce qu'il est incompatible avec la logique même de cette discipline où l'on est immédiatement placé au milieu des questions les plus difficiles⁴¹. »

On retrouvera dans l'idée du « séminaire », forme privilégiée de la transmission au Collège

international de philosophie, cette attention portée à l'horizontalité et à l'ouverture à tous les « destinataires ». De même, à Vincennes, les futurs amis du Collège, qu'ils appartiennent ou non au département de philosophie (Hélène Cixous et Michel Deguy enseignent en littérature), font l'expérience d'une ouverture au monde qui tranche avec le provincialisme de l'Université de l'époque.

C'est cette exigence intellectuelle, cette façon de faire fonctionner une université, tous azimuts, sur un principe anti-institutionnel, qui va s'effacer avec le déménagement de l'Université à Saint-Denis. Chacun sait que le but avéré de ce changement de lieux est la normalisation. Mais avant même qu'il ne soit effectif, quelque chose d'un esprit contestataire, d'un désir d'une autre philosophie – autre dans ses pratiques et ses contenus – cherche à perdurer.

Jean-François Lyotard conclut ainsi l'introduction de *La Condition postmoderne* par ces mots : « tel qu'il [le livre] est nous le dédions à l'Institut polytechnique de philosophie de l'Université de Paris VIII (Vincennes) au moment très postmoderne où cette université risque de disparaître et cet institut de naître⁴². » Cet « institut polytechnique de philosophie » (IPP) est la réplique que Lyotard a imaginé avec François Châtelet et Gilles Deleuze au démantèlement de Vincennes et de son très singulier département de philosophie. L'IPP n'a

fonctionné qu'une courte période mais il atteste de la volonté de ne pas laisser s'éteindre la flamme. « C'est cette même veine institutante de Jean-François Lyotard qui, avec la complicité active de Jacques Derrida, donnera naissance au Collège international de philosophie » écrit ainsi Guy Fihman⁴³. Quelque chose en effet se maintient, se transmet, d'un lieu à l'autre – moins une racine qu'un désir, moins un héritage qu'un espoir.

Lointaines et diverses sont, ainsi, les origines du Collège international de philosophie. Plus lointaines et plus diverses qu'on ne pourrait le croire à la seule observation de sa date de naissance. L'ancrage définitif en sera certes l'année 1983 mais l'envie de faire apparaître un lieu philosophique qui ne serait pas refermé sur ses frontières s'est conçu dans le sillage des avancées théoriques et philosophiques des années 1960 et, plus encore, dans celui de l'élaboration critique des années 1970.